

## CONFLIT EN SYRIE

## Les Américains veulent discuter avec Assad

**Les Etats-Unis devront négocier avec le régime syrien pour mettre fin au conflit qui a fait plus de 215 000 morts depuis le début de la crise le 15 mars 2011, a indiqué le secrétaire d'Etat américain John Kerry.**

«Au final, il faudra négocier. Nous avons toujours été pour les négociations dans le cadre du processus (de paix) de Genève I», a déclaré M. Kerry dans une interview diffusée sur la chaîne CBS hier.

Washington travaille d'arrache-pied pour «relancer» les efforts visant à trouver une solution politique au conflit, a-t-il souligné.

Les Etats-Unis avaient participé à l'organisation de pourparlers entre l'opposition syrienne et des émissaires de Damas à Genève au début de l'année dernière.

Mais les deux cycles de négociations n'avaient produit aucun résultat et le conflit s'est poursuivi.

Répondant à la question d'une journaliste qui lui a demandé s'il était disposé à parler au président syrien Bachar Al-Assad, M. Kerry a indiqué: «S'il est prêt à engager des négociations sérieuses sur la façon d'appliquer Genève I, bien sûr», ajoutant «nous l'encourageons à le faire».

Les Etats-Unis, a poursuivi le secrétaire d'Etat, continuent certes à pilonner le groupe terroriste Etat islamique (Daesh), qui s'est emparé

de larges pans de territoire en Irak et en Syrie, mais leur objectif reste de mettre fin au conflit en Syrie.

«Nous continuons nos efforts de façon appuyée, nous travaillons avec l'opposition modérée, mais ça n'est pas tout», a déclaré M. Kerry. «Nous continuons sur la voie diplomatique.

Nous menons des conversations avec un certain nombre de protagonistes», a-t-il conclu.

Plus de 210 000 Syriens ont été tués et des millions d'autres ont quitté leurs foyers en quatre ans de conflit qui ensanglante la Syrie, un bilan effarant qui démontre l'incapacité de la communauté internationale à imposer une solution capable de mettre fin à la crise.



Photo : DR.

## UNE ANNÉE APRÈS L'ANNEXION DE LA CRIMÉE

## La tension persiste entre Russie et Occident

**La Russie va célébrer cette semaine le premier anniversaire de l'annexion de la Crimée à son territoire, alors que la tension demeure assez vive entre l'Occident et Moscou en raison du rattachement de la péninsule à l'ancien membre de l'ex-URSS.**

Cette célébration annoncée par les médias russes intervient après une crise qui a débouché sur un conflit dans l'est de l'Ukraine et sur un climat de confrontation entre Russes et Occidentaux sans précédent depuis la fin de l'ex-URSS (Union des Républiques socialistes soviétiques) en 1991. Le 16 mars 2014, les habitants de cette péninsule à majorité russophone ont voté à 97% leur rattachement à la Russie lors d'un référendum salué par les Russes et déclaré comme «illégal» par l'Occident. Le 18 mars 2014, la Crimée redevenait officiellement russe après la signature par le président russe Vladimir Poutine d'un traité historique sur le rattachement de la Crimée, que Kiev considère comme une «annexion» et ne reconnaît pas.

«L'Ukraine ne cédera jamais ses droits souverains sur la Crimée et défendra par tous les moyens les droits des gens qui habitent là-bas», a déclaré récemment le président ukrainien Petro Porochenko. Sur fond de crise politique en

Ukraine, une augmentation sans précédent de l'activité des forces armées de l'Otan et des Etats-Unis a été constatée près des frontières russes. Moscou perçoit ces démarches de l'Occident comme une tentative pour provoquer «une nouvelle guerre froide».

Les Etats-Unis ont accusé la Russie d'imposer le «régne de la terreur» en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, malgré l'annonce du président ukrainien Petro Porochenko d'un retrait de la majeure partie des armes lourdes par les deux camps le long de la ligne de front.

Le Pentagone (ministère de la Défense US) a ainsi annoncé que les Etats-Unis avaient commencé à déployer 3 000 soldats et des équipements pour trois mois dans les trois pays baltes (Lettonie, Estonie et Lituanie). Ce déploiement intervient après la sortie médiatique de l'architecte de l'indépendance lituanienne Vytautas Landsbergis qui avait prévenu que «la carte impériale jouée», selon lui, par le président russe Vladimir Poutine risque «de provoquer de nouvelles guerres en Europe».

Il convient de s'intéresser également au discours musclé du ministre britannique des Affaires étrangères Philip Hammond, qui a accusé le président russe de «saper» les règles qui ont permis d'établir la paix en Europe.

La Russie a «le potentiel de créer la plus grande menace à notre sécurité», a-t-il dit.

Le retrait des armes lourdes de la ligne de

front, prévu par les accords de Minsk signés le 12 février avec la médiation du président français François Hollande et de la chancelière allemande Angela Merkel et en présence du président Vladimir Poutine, n'a pas pu être affirmé et pour cause les observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) «n'y ont pas accès».

Des mouvements d'artillerie lourde ont été constatés des deux côtés dans les points chauds de l'est de l'Ukraine où 64 soldats ukrainiens ont été tués selon Kiev depuis le cessez-le-feu instauré le 15 février. Kiev et les Occidentaux accusent la Russie de soutenir les rebelles séparatistes de l'Est ukrainien en envoyant sur place des armements et des troupes. Moscou dément toute participation de ses forces régulières au conflit entre les insurgés et l'armée ukrainienne, qui a fait plus de 6 000 morts en 11 mois selon l'ONU. On indique par ailleurs que l'assassinat de l'opposant russe Boris Nemtsov a eu quelques effets sur la situation en Russie. Le Parlement européen a réclaté une «enquête internationale indépendante» sur l'assassinat de Nemtsov, estimant que l'indépendance du pouvoir judiciaire n'était «pas respectée» en Russie.

Alors que Moscou a accusé les députés européens de nuire aux efforts en vue de normaliser les relations entre Moscou et Bruxelles. Américains et Européens ont pris de nom-

breuses sanctions contre les séparatistes ukrainiens et contre la Russie elle-même. Ces sanctions, qui s'appliquent aussi à la Crimée, isolent économiquement la péninsule et ont provoqué le départ de presque toutes les entreprises occidentales qui s'y étaient installées. Les autorités de Crimée affirment toutefois que ces difficultés sont temporaires.

Même s'ils sont coupés de l'Ukraine par une frontière et ne peuvent se rendre en Russie qu'en ferry, la majorité de la population de Crimée semble partager l'optimisme des autorités, avec 82% des habitants soutenant toujours le rattachement de la péninsule, selon un sondage publié en février par l'institut Gfk Ukraine. Pour Moscou, les nouvelles sanctions américaines sont une «provocation».

Pendant ce temps, des manifestations et des concerts sont prévus à Simféropol, capitale de la Crimée où éclataient les premiers heurts entre prorusses et pro-ukrainiens, de lundi à mercredi qui a été proclamé jour férié sur la péninsule. A Moscou, c'est dans une ambiance festive que sera fêté le rattachement de la Crimée à la Russie. Un concert sera organisé mercredi à deux pas du Kremlin sous le slogan «Nous sommes ensemble».

A la veille du premier anniversaire du référendum, la télévision publique russe a diffusé hier soir un documentaire retraçant l'opération de l'annexion de la Crimée.

## IRAK

## Progression lente à Tikrit, appel à un soutien aérien de la coalition

**Les forces irakiennes avançaient hier prudemment dans Tikrit truffée de bombes par les djihadistes du groupe Etat islamique (EI), un commandant réclamant un soutien aérien de la coalition internationale pour hâter la prise de cette ville stratégique du nord du pays.**

«La progression est lente mais constante», a indiqué à l'AFP le général Abdelwahab Al-Saadi, l'un des principaux commandants de l'offensive lancée le 2 mars pour reprendre Tikrit, située à 160 km au nord de Bagdad et aux mains de l'EI depuis neuf mois.

«Nous faisons preuve de prudence pour ne pas subir de pertes inutiles», a-t-il déclaré à l'AFP dans un entretien à l'Université de Tikrit, située à la limite nord de la ville.

Le général irakien faisait allusion aux francs-tireurs positionnés par l'EI et aux milliers de bombes disséminées dans la ville par les djihadistes.

Déplorant l'aide «limitée» de



Photo : DR.

l'aviation irakienne, pas toujours suffisamment précise, il a appelé à un appui aérien de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis pour déloger les derniers djihadistes à Tikrit. Interrogé si de tels raids aideraient les forces irakiennes dans la bataille, il a répondu: «Bien sûr (...) Les Américains ont des équipements perfectionnés, ils ont des appareils (de surveillance aérienne) AWACS. Ils sont capables de localiser exactement les cibles» et de les frapper avec précision. D'après lui, cette absence des avions de la coalition dans le ciel de Tikrit est «politique»,

liée au fait que l'Iran chiite est très impliqué dans l'offensive en cours sur la ville sunnite, avec la présence très remarquée du général Ghassem Souleimani, ce qui indispose à Washington. Même s'ils sont pour l'instant restés en dehors de l'opération sur Tikrit, les avions de la coalition continuent de bombarder des objectifs de l'EI en Irak mais aussi en Syrie voisine où le groupe ultradical sunnite s'est également emparé de vastes régions.

En juin 2014, l'EI a réussi à prendre de larges pans de territoire irakien face à une armée en déroute.

Celle-ci a par la suite réussi à reprendre du terrain, avec le soutien de combattants chiites, kurdes et sunnites, l'appui aérien de la coalition et l'aide de l'Iran. L'offensive de Tikrit, impliquant des milliers de soldats, policiers, miliciens chiites et combattants tribaux sunnites, est la plus ambitieuse à ce jour. Sécuriser le contrôle de cette ville est indispensable pour les forces irakiennes avant de se tourner vers la deuxième ville du pays, plus au nord, Mossoul, le principal bastion de l'EI en Irak.

Samedi, un porte-parole des Unités de mobilisation populaire, groupe composé essentiellement de miliciens chiites, a affirmé que Tikrit tomberait «dans les trois prochains jours» car il y restait moins d'une centaine de djihadistes. Mais ces propos ont ensuite été tempérés par un autre commandant. Plus au nord-est, accroissant encore la pression sur le groupe djihadiste, les forces kurdes ont entrepris de chasser l'EI de ses dernières positions près de la ville pétrolière de Kirkouk, avec l'appui aérien samedi de la coalition. Les autorités du Kurdistan irakien ont accusé l'EI d'avoir eu recours à des

bombes au chlore en janvier lors d'une attaque suicide.

Le groupe djihadiste, qui a décrété un «califat» islamique sur les territoires qu'il contrôle à cheval en Irak et en Syrie, est accusé de crimes de guerre et contre l'Humanité pour ses exactions dans les régions sous son contrôle - décapitations, viols, rapt, nettoyage ethnique. L'ambassadeur du Vatican à l'ONU, l'archevêque Silvano Tomasi, a apporté un soutien inhabituel au recours à la force contre cette organisation estimant que les atrocités qu'elle commet justifient une intervention internationale.

La position traditionnelle du Vatican est en général de s'opposer à l'usage de la force au Moyen-Orient, même si le pape François a lui-même dénoncé «la brutalité intolérable» de l'EI envers les chrétiens d'Orient et d'autres minorités en Irak et en Syrie.

En Syrie, la guerre civile est entrée hier dans sa cinquième année et fait plus de 215 000 morts, selon un dernier bilan hier de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Plus de dix millions de Syriens ont dû fuir leur foyer et l'économie s'est totalement effondrée.